

CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNES :

COMMENT MACRON SABORDE LA GARANTIE JEUNES ET LES MISSIONS LOCALES TOUT EN SE MOQUANT DE LA JEUNESSE !



Effet d'annonce entre contradiction et vacuité !

Empêtré depuis janvier 2021 dans une impasse, une sorte de NI-NI à la sauce politique jeunesse : Ni Garantie Jeunes Universelle, Ni RSA Jeunes, le Gouvernement, à coup de com' via les réseaux sociaux, nous balance son CEJ.

Acculé dans ses contradictions, Le Premier Ministre, dit à la fois que le CEJ « *n'est pas un dispositif de plus ; Il ne vient pas s'ajouter aux nombreux dispositifs existants* », tout en mentionnant qu'il s'agit, en parlant des jeunes de « *renforcer les dispositifs qui leur sont destinés. Pas forcément en recourant aux recettes du passé, mais en innovant...* »

Alors que le Gouvernement n'a jamais rien construit en matière de politique jeunesse depuis 2017, voilà qu'il se réveille pour nous proposer un dispositif à son image.

Le CEJ détruit la Garantie Jeunes

Le Gouvernement décide donc d'envoyer à la trappe la Garantie Jeunes. Comme d'habitude, un dispositif en chasse un autre, toute l'histoire des missions locales est faite de ça : CFI, PAQUE, CIVIS, Garantie Jeunes...et désormais CEJ. Sans autre forme de procès exit la Garantie jeunes !

Ce qui est exemplaire avec ce Gouvernement, c'est que le nouveau dispositif est annoncé pour une mise en œuvre en pleine campagne Présidentielle donc en toute fin de Mandat, au 1^{er} mars 2022.

Le dénigrement des missions locales et des jeunes

Le discours du Premier Ministre est une insulte aux salariés des missions locales et à la Jeunesse.

A propos de l'accompagnement proposé par le Service Public de l'Emploi :

« Les niveaux d'accompagnement sont souvent insuffisants ou se relâchent au bout de quelques semaines, sans nécessairement avoir atteint leur cible. » ... « 35% des jeunes suivis en missions locales restent sans solution au bout de 6 mois. » ... « La Garantie jeunes s'articule souvent mal avec les autres dispositifs ».

À propos des jeunes :

« C'est bien parce qu'il y a des emplois non pourvus que nous assumons de ne pas verser une allocation à tout jeune qui serait en recherche d'emploi avec le risque fort d'installer une prime à l'inactivité. »

Le CEJ un dispositif illusoire

Il faut méconnaître totalement l'accompagnement des jeunes pour oser proposer un tel contour pour ce dispositif :

Un accompagnement intensif du début à la fin, de minimum 15 heures à 20 heures par semaine, à raison d'un entretien par semaine...c'est irréaliste !

Comment exiger des droits et des devoirs aux jeunes dès lors qu'il sera impossible de tenir des engagements en matière d'accompagnement !

Les missions locales ne sont plus le pivot de l'accompagnement des jeunes !

Macron et Castex nous promettent un bel anniversaire pour les 40 ans des missions locales en mars 2022 en ne leur confiant pas exclusivement le dispositif CEJ !

Les mots de l'Élysée le 29 septembre 2009 en Avignon sont effacés. C'en est fini des missions locales comme pivot de l'accompagnement des jeunes.

Le CEJ, le cheval de Troie de la fusion Pole Emploi / Missions Locales au nom du SPE !

Et voilà le travail. L'air de rien le Gouvernement veut en finir avec les missions locales au nom du Service Public de l'Emploi. Et c'est par l'application CEJ que cela va se réaliser :

« Ce dispositif amplifie la nécessaire transformation des opérateurs du service public de l'emploi dont j'attends qu'ils soient opérationnels dès le début de l'année. »

La CGT revendique :

- **La création d'une Agence Nationale pour l'Accompagnement et l'Insertion des Jeunes regroupant toutes les Missions Locales**
- **Un revenu d'accompagnement vers l'Autonomie et l'Emploi pour tous les jeunes (80% du SMIC CGT)**